

Emission : 13 juillet 2006

Réhabilitation du Capitaine Alfred Dreyfus



Photo d'après maquette et couleurs non contractuelles

Informations techniques

Créateur et graveur :	André Lavergne d'après photo G. Dagli - Orti, Paris
Imprimé en :	taille-douce
Couleurs :	bleu, vert, rouge, blanc, noir,
Format :	vertical 21 x 36 26 x 40 dentelures comprises 50 timbres par feuille
Valeur faciale :	0,53 €

"L'Affaire Dreyfus", du nom du capitaine accusé injustement, sépara la France en deux, pour une affaire d'espionnage devenue politique, sur fond d'antisémitisme. Il faudra attendre le 12 juillet 1906, et le retour de Georges Clémenceau au pouvoir, pour que le jugement de Rennes soit cassé. Dreyfus est alors définitivement innocenté.

Premier Jour

 **VENTE ANTICIPÉE**

À Paris

Le mercredi 12 juillet 2006 de 10h à 17h.

Un bureau de poste temporaire sera ouvert à la Cour de Cassation, à l'Atrium de la Grand'Chambre, 6 BD DU PALAIS, 75004 PARIS (pièce d'identité conseillée).



Conçu par André Lavergne.
Oblitération disponible sur place.
Timbre à date 32 mm "Premier Jour".

"L'AFFAIRE DREYFUS", DU NOM DU CAPITAIN ACCUSÉ INJUSTEMENT, SÉPARA LA FRANCE EN DEUX, POUR UNE AFFAIRE D'ESPIONNAGE DEVENUE POLITIQUE, SUR FOND D'ANTISÉMITISME.

Dreyfus réhabilité, la France se repentit

Le 5 janvier 1895, le capitaine Alfred Dreyfus, issue d'une famille juive alsacienne, est solennellement dégradé dans la cour des Invalides. Le capitaine est condamné au bagne à vie. On l'accuse d'avoir livré des secrets militaires aux Allemands. Personne en France ne doute alors de sa culpabilité. Avec ce timbre commémorant la réhabilitation du capitaine Dreyfus, c'est une des plus grandes erreurs judiciaires dont la France se rappelle.

L'"Affaire", comme on la nomme, débute par la découverte d'un bordereau adressé par un officier français à l'attaché militaire de l'ambassade allemande, le major Schwartzkoppen. Confondu par un examen graphologique pour le moins douteux, Alfred Dreyfus est accusé par le général Mercier, ministre de la Guerre, d'en être l'auteur. Il est alors mis aux fers le 15 octobre 1894.

Mais en mars 1896, le chef des renseignements, le colonel Picquart, découvre que la condamnation de Dreyfus se fonde sur un dossier secret, contenant des faux. Une correspondance entre l'officier français Charles Esterhazy et Schwartzkoppen lui a mis la puce à l'oreille. Informant de ses doutes sa hiérarchie, il est réduit au silence par une soudaine "promotion" dans les colonies.

La révision du procès

La famille du capitaine Dreyfus, persuadée de son innocence et forte des découvertes de Picquart, alerte les journalistes. L'un d'eux, Bernard Lazare, connu pour ses prises de positions radicales et ses articles acerbes, les publie en novembre 1896 et convainc le sénateur Auguste Scheurer-Kestner. Ce dernier n'hésite pas alors à clamer l'innocence du capitaine dans le quotidien *Le Temps*. Accusé d'espionnage par le frère de Dreyfus, Esterhazy est innocenté en janvier 1898 par le conseil de guerre, malgré les graves présomptions qui pèsent sur lui. L'affaire prend alors une tournure politique et la France se divise en deux. Même si les choses ne sont pas systématiques, globalement, la droite, entraînée par son aile nationaliste, se révèle antidreyfusarde tandis que la gauche soutient le capitaine juif et l'élite intellectuelle. Indigné, Emile Zola publie, sous le titre "J'accuse", une lettre ouverte au Président de la République où il dénonce les manigances entourant le procès Dreyfus. Sa prise de position, en "Une" reste historique et conduira aux premières revendications de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Quelques mois plus tard, en août 1898, la production d'un nouveau faux document attise à nouveau le scandale et oblige le ministre de la Guerre à démissionner. Son successeur consent à la révision du procès. Dreyfus rentre en France et est jugé à Rennes en 1899. Contre toute attente, la cour confirme la culpabilité du capitaine juif et de perpétuité, le condamne à "seulement" dix ans de bagne, en raison de circonstances atténuantes ! Nouveau coup de théâtre : le Président gracie immédiatement Alfred Dreyfus. Mais ses défenseurs n'auront de cesse de réclamer un acquittement complet. Il faut attendre le 12 juillet 1906, et le retour de Georges Clémenceau au pouvoir, pour que le jugement de Rennes soit cassé. Dreyfus est alors définitivement innocenté. Il retrouve son honneur en même temps qu'il réintègre l'armée française. 🇫🇷



↑ Photo d'après maquette et couleurs non contractuelles.

